

L'émeute de Montréal

Il y a une dizaine de jours, le rapport des Chantiers de Montréal-Nord a été déposé. Nous avons donc vu ressurgir dans les médias ce petit coin de Montréal qu'on avait oublié depuis le grand battage médiatique autour des émeutes du 10 août 2008.

Le débat, tel qu'il se dessine, est louable en ce qu'il est sympathique à la situation des jeunes de Montréal-Nord, identifiés comme une clientèle marginale ou exclue qui devra faire l'objet d'intervention. Cela jette un éclairage trop rare sur les problématiques de pauvreté en milieu urbain et dénote une volonté d'agir contre l'exclusion. Le problème avec cette approche, selon nous, est qu'elle empêche la réflexion collective sur l'étendue des problèmes qui ont mené aux événements du 10 août. L'émeute de Montréal-Nord, comme tous les événements semblables, est le résultat de problèmes et de dynamiques qui concernent l'ensemble de Montréal, voire même du Québec. Cessons de parler de « l'émeute de Montréal-Nord » et parlons plutôt de « l'émeute de Montréal », parce que nous sommes tous concernés. Restreindre la réflexion et les solutions à Montréal-Nord empêche une appropriation sociale des événements. Ça ne fait que perpétuer l'exclusion et reproduire une dynamique du « Nous » les Montréalais contre les « Autres » de Montréal-Nord.

Ce qui irrite dans ce discours c'est une conception étroite et exclusive des « problèmes sociaux », qui est plus utile à la formation de l'identité majoritaire qu'à la compréhension des émeutes. Les problèmes les plus visibles dans le rapport des Chantiers de Montréal-Nord et dans ce qui a été relevé dans les médias sont le profilage racial, la pauvreté concentrée, le décrochage scolaire, les préjugés, et « l'incivilité » des jeunes et des policiers. Ce vocabulaire ne cesse d'identifier les victimes dans les termes les plus étroits possibles: « décrocheurs », « nord-est de Montréal-Nord », « jeunes », « minorités », et « familles monoparentales ». Ce faisant, on crée des personnages hautement symboliques (le jeune issu de l'immigration surtout) et on indique que le problème de Montréal-Nord, c'est Montréal-Nord... Ce langage stigmatise en voulant comprendre. Pire: cette façon de nommer les choses contribue à définir les problèmes sociaux de façon exclusive -en-dehors du *mainstream*, de la société « normale ». En identifiant le problème social à la minorité et aux exclus, on renforce le statut « normal » de la majorité. En identifiant le problème en termes exclusifs, on perd de vue le caractère systémique de ces problèmes, on déresponsabilise la majorité et ses institutions, on renforce le consensus collectif sur les valeurs, les lieux et les institutions.

Nous ne recommandons pas de cesser de s'intéresser à Montréal-Nord, bien au contraire. Mais ne serait-il pas nécessaire que tous les Montréalais réfléchissent à ces émeutes comme les leurs? Lorsqu'en 1965, le quartier South Central à Los Angeles a été le théâtre d'émeutes, on parlait des *Watts Riots*. On a localisé ce cri de rage autour des célèbres tours Watts du quartier. C'est un peu ce qu'on fait aujourd'hui avec Montréal-Nord. Lorsqu'en 1992, South Central est encore le théâtre d'émeutes qui débordent également dans Koreatown, on s'est mis à parler des *Los Angeles Riots*. En 1965, même si la réalité n'était pas aussi tranchée, on opposait l'émeute des Noirs à la société blanche. En 1992, on parlait de la multiethnicité des émeutes et on les a délocalisées. Les initiatives de dialogues qui ont suivi les événements visaient la ville en entier, et pas seulement South Central. Le maire de l'époque avait lancé le programme Rebuild L.A., qui a malheureusement dérivé en une campagne de publicité financée par les grands businessmen de la ville, mais qui avait tout de même le mérite d'engager un dialogue dans toute la métropole et de créer une solidarité qui dépassait les quartiers touchés directement.

Les discours exclusifs comme ceux que l'on entend à propos des émeutes de Montréal désolidarisent les citoyens en créant une « majorité » fictive qui donne une sensation de distance, d'impuissance et parfois de culpabilité vis-à-vis des « exclus ». Cette dynamique était particulièrement visible dans le traitement discursif réservé aux émeutiers des banlieues françaises de 2005. On l'a aussi vue au travail dans la crispation collective autour des accommodements raisonnables, et des gangs de rue.

Pourquoi donc centrons-nous toutes les solutions contre l'exclusion dont souffrent les habitants de Montréal-Nord autour d'actions micro-locales? Celles-ci sont certes nécessaires mais elles sont loin d'être suffisantes. Pourquoi donc limitons-nous la réflexion aux groupes marginalisés plutôt qu'aux institutions qui continuent de reproduire un racisme systémique? On a entamé cette ouverture en discutant d'institutions comme la police, surtout en ce qui concerne l'escouade Eclipse spécialisée dans la lutte contre les gangs de rue. Mais on continue de séparer ce débat d'autres plus larges sur la brutalité policière. Par exemple, tout le débat médiatique suite aux arrestations faites par le SPVM lors de la manifestation du 15 mars contre la brutalité policière dans le centre-ville ne fait aucunement mention des relations tendues entre les jeunes et la police à Montréal-Nord. Pourtant, c'est au cœur du débat sur les émeutes. Pourquoi donc tous les Montréalais qui n'habitent pas à Montréal-Nord ne se sentent-ils pas aussi proches des émeutes que ceux qui y étaient le 10 août dernier? C'est suite aux émeutes de *Montréal* qu'il faut agir, parce que nous sommes tous concernés.

Godefroy Desrosiers-Lauzon, stagiaire postdoctoral
Julie-Anne Boudreau, professeur agrégé et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la ville et les enjeux politiques liés à l'insécurité
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation, culture, société